



Shortlist 2010

Public Eye Global Award

www.publiceye.ch

**Nominé pour le Public Eye Global Award 2010
par Les Amis de la Terre - Amazônia Brasileira**

GDF Suez

Siège	Paris, France
Secteur	Fournisseur d'énergie
Chiffre d'affaires / bénéfice	83,1 mia d'euro (2008) / 13,9 mia d'euro
Propriété de	36% Etat français, 44% investisseurs institutionnels, 20% actionnaires individuels
Collaborateurs	200 000 dans le monde
CEO	Gérard Mestrallet

En bref

Malgré l'opposition de la population locale et les critiques virulentes de la société civile brésilienne, péruvienne et bolivienne ainsi que celles de l'office pour la protection de l'environnement compétent, le groupe énergétique français GDF Suez, qui appartient en partie à l'Etat français, participe de manière déterminante à la construction du barrage Jirau sur le Rio Madeira. Ce projet gigantesque cause de nombreux problèmes. Plusieurs milliers d'indigènes seront déplacés de force et des surfaces forestières importantes seront défrichées. De plus, le fleuve et les régions qu'il traverse seront empoisonnés au mercure. La disparition de différentes espèces de poissons et une recrudescence de la malaria seront inévitables. GDF Suez viole non seulement le droit du travail brésilien, mais également les standards internationaux. Par une politique de lobbying sans scrupule, le géant de l'énergie peut enfreindre les lois en vigueur en toute impunité et n'accorder que des garanties sociales et environnementales minimales. Dans ce contexte, les tensions politiques entre la population locale, d'un côté, et le gouvernement central brésilien et les différents pays impliqués dans la construction du barrage, de l'autre, se sont accentuées dans la plus grande indifférence de GDF Suez.

Comportement irresponsable

Le groupe énergétique français GDF Suez et sa filiale Tractebel Energia sont les principaux acteurs impliqués dans la construction du barrage Jirau sur le fleuve brésilien Rio Madeira, situé au cœur de l'Amazonie. Son entrée en fonction est prévue pour 2013 et des ouvriers travaillent jour et nuit. En tant qu'actionnaire majoritaire avec une participation de 50,1 pourcent dans le projet, GDF Suez est en grande partie responsable des problèmes écologiques et sociaux liés à la construction du barrage. Jusqu'à ce jour, les protestations de la société civile au Brésil, en Bolivie et au Pérou ont été totalement ignorées et le dialogue avec la population locale a été systématiquement refusé.

Pour faire passer le projet au niveau politique, l'entreprise a fait pression sur l'office brésilien pour la protection de l'environnement, qui lui a ensuite accordé des licences partielles dont la légalité est controversée et contre lesquelles de nombreux spécialistes techniques au sein de l'office de protection de l'environnement s'étaient prononcés. GDF Suez pratique une politique de relations publiques mensongère. Dans son rapport d'impact environnemental, le groupe cache volontairement les conséquences directes et indirectes massives de la construction de la centrale électrique, non seulement pour les Etats riverains – la Bolivie et le Pérou – mais également pour les populations indigènes. Aucune garantie minimale n'a été accordée à la population locale. D'importantes questions relatives aux infrastructures ont été systématiquement ignorées par GDF Suez, qui agit en violation de standards environnementaux internationaux reconnus et juridiquement contraignants. Cette attitude provoque des tensions politiques toujours plus vives entre les pays limitrophes.

Conséquences

Les populations qui vivent sur les rives du Rio Madeira sont gravement menacées par la construction de la centrale électrique. Par exemple, les itinéraires de migration des poissons dont ces populations se nourrissent seront amenés à changer considérablement. De plus, le fleuve et l'espace vital plus large de la population indigène seront contaminés au mercure et la forêt vierge sera défrichée, en grande partie de manière illégale. Les communautés vivant sur les rives du fleuve seront privées de la pêche, essentielle à leur survie, et la voie fluviale deviendra impraticable. L'entreprise n'a pris aucune mesure contre la propagation toujours plus importante de la malaria due à la construction de la centrale électrique. GDF Suez viole non seulement le droit du travail brésilien, mais également les standards internationaux, en raison des conditions de travail inhumaines qui règnent sur le chantier. Les violations des standards environnementaux, tolérées suite à la pression faite sur le gouvernement brésilien, ont également conduit la Bolivie, pays voisin concerné par le barrage, à protester par les canaux officiels. A ce jour, le gouvernement brésilien n'a pas répondu à ces plaintes. La politique irresponsable de cette entreprise française, qui n'agit qu'en fonction de ses intérêts commerciaux, accentue les tensions dans la région.

Revendications

Les organisations à l'origine de la nomination exigent que GDF Suez se retire immédiatement et sans condition de la construction de la centrale électrique de Jirau, sur le fleuve Rio Madeira.

Pour en savoir plus

- <http://ef.amazonia.org.br/index.cfm?fuseaction=noticia&id=341147>
- http://www.banktrack.org/show/dodgydeals/rio_madeira_dam_project
- <http://www.amazonia.org.br/arquivos/254880.pdf>
- <http://www.internationalrivers.org>
- <http://www.bicusa.org/en/Project.10138.aspx>
- <http://www.ef.amazonia.org.br/>